

Comment pouvons-nous prendre au sérieux l'engagement du gouvernement à l'égard de la compétitivité alors qu'il a démantelé systématiquement nos activités de recherche et de développement?

J'entends récemment beaucoup parler d'impôts dans ma circonscription. En fait, nous avons différentes coalitions fiscales qui se sont formées depuis l'année dernière et qui surveillent vraiment les gouvernements locaux et provinciaux. Je suis certain qu'aux prochaines élections elles demanderont à tous les partis quelle est leur position en ce qui concerne la façon de dépenser les deniers publics.

Le gouvernement prétend dans ce budget qu'il n'y a pas eu d'augmentation d'impôts. Tout le monde sait que, deux semaines avant la présentation du budget, le gouvernement a imposé sur tous les produits du tabac à l'exportation une taxe considérable, représentant environ 8 dollars par cartouche de cigarettes. Pourquoi cette taxe ne figure-t-elle pas dans le budget? Elle devrait manifestement y figurer. Pourquoi n'y figure-t-elle pas? Ou bien le gouvernement voulait faire croire aux Canadiens qu'il n'y avait aucune augmentation d'impôt, ou bien, à mon avis, il était quelque peu gêné d'admettre en public qu'il taxe les exportations.

Cette taxe non seulement aura des effets dévastateurs pour les planteurs de tabac de ma région, mais elle nuira également à des milliers d'emplois qui dépendent de l'industrie du tabac.

Demandez aux 5 000 personnes qui, dans cette industrie, ont perdu leur emploi par suite des mesures fiscales scandaleuses appliquées par le gouvernement. Demandez aux milliers d'agriculteurs qui viennent de perdre leurs exploitations ou aux 9 000 personnes dont 1 200 planteurs de tabac, qui risquent de perdre leur emploi si l'industrie va s'installer aux États-Unis.

J'aimerais, en ce qui me concerne, savoir comment le gouvernement pense pouvoir créer des emplois dans un tel climat et à ce prix.

Si ce gouvernement se soucie tant soit peu du Canada rural et de ses agriculteurs, pourquoi réduit-il de 4 millions les subventions et contributions d'Agriculture Canada, après avoir déjà réduit de quelque 48 millions et 25 millions de dollars les immobilisations d'exploitation durant l'exercice financier 1991-1992? Est-ce là un gouvernement qui se soucie des intérêts du secteur agricole?

On a souvent dit ici que l'agriculture est la pierre angulaire de notre économie. Et je suis sûr que chaque député originaire d'une région rurale l'a déjà dit. Mais ça

Le budget

ne sert pas à grand-chose de le dire si, en fait, le gouvernement n'accorde aucune aide financière à ce secteur.

Autrefois, les agriculteurs acceptaient sans se plaindre les pertes croissantes de revenu, avec cet éternel optimisme qu'on ne trouve nulle part ailleurs au Canada. Mais récemment, ils ont perdu tout espoir.

Les agriculteurs sont désespérés. Les familles agricoles qui avaient consacré leur vie à assurer aux Canadiens et au monde entier des produits propres et sains, commencent aujourd'hui à en sentir vraiment les effets. Ils ont donné leurs économies, leur maison et leur avenir à un pays qu'ils aiment et qui, espéraient-ils, leur viendrait en aide quand ils en auraient besoin.

Le Canada rural souffre. Quand l'agriculture souffre, tout le monde souffre et le pays souffre. Nous, du Canada rural, croyons que le budget actuel ne répond pas du tout aux problèmes non seulement des agriculteurs, mais du reste du Canada rural.

Que trouvons-nous à redire au budget? Malgré les promesses faites dans le dernier exposé budgétaire, le taux de chômage a augmenté, et on prévoit qu'il se maintiendra autour de 10 p. 100 pendant les deux prochaines années. Autrement dit, on n'a rien fait pour venir en aide aux millions de chômeurs canadiens et il n'y a certes rien dans le budget actuel qui contribuera à leur redonner du travail.

Il n'est pas question dans le budget d'un programme national de garderies. Nous y voyons en fait que le gouvernement a abandonné cette promesse.

D'importantes institutions comme la Conseil économique du Canada et le Conseil des sciences du Canada ont été éliminées. Pourquoi? Parce que le gouvernement en a assez de vivre dans la crainte d'un examen indépendant de ses politiques.

Le programme des coopératives d'habitation a été éliminé, ce qui touchera des milliers de personnes qui ont besoin de logement partout au Canada.

Les compressions budgétaires accrues infligées à Agriculture Canada sur le plan des subventions et des contributions, de même que la taxe d'accise imposée sur les exportations de produits du tabac constituent un autre indice du démantèlement systématique de l'agriculture canadienne auquel se livre le gouvernement actuel.

Enfin, dans les deux minutes qui me restent, je voudrais faire remarquer que ce n'est pas parce que le gouvernement fédéral n'a pas haussé les impôts ni institué de nouvelles taxes que les Canadiens ne paieront pas plus d'impôts et de taxes.